



Conseil d'administration de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

Distr. générale
18 avril 2024
Français
Original : anglais

Session annuelle de 2024

18-20 juin 2024

Point 4 de l'ordre du jour provisoire

Évaluation

Rapport de 2023 sur la fonction d'évaluation de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

Résumé

Le présent rapport donne un aperçu de la performance de la fonction d'évaluation de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) en 2023. Il passe en revue les principales évolutions de la stratégie d'évaluation, à mi-parcours de la mise en œuvre du Plan stratégique 2022-2025 d'ONU-Femmes, présente les principaux enseignements tirés des évaluations institutionnelles et stratégiques réalisées, examine les indicateurs clés de performance des évaluations et fait le point des partenariats établis en vue de promouvoir une évaluation tenant compte des questions de genre au sein du système des Nations Unies et le renforcement des capacités nationales en matière d'évaluation. Le rapport présente également le programme de travail et le budget du Service indépendant d'évaluation pour 2024.

Le Conseil d'administration est invité à : i) prendre note du rapport de 2023 sur la fonction d'évaluation de l'Entité, ainsi que du programme de travail et du budget du Service indépendant d'évaluation pour 2024 ; ii) reconnaître que la fonction d'évaluation indépendante, crédible et utile de l'Entité contribue aux initiatives d'évaluation tenant compte du genre à l'échelle du système et au renforcement des capacités nationales d'évaluation ; iii) confirmer son appui à la consolidation de la fonction d'évaluation de l'Entité et à la prise en compte des évaluations, conformément à la stratégie d'évaluation globale de l'Entité et au plan d'évaluation institutionnel pour 2022-2025.



I. Vue d'ensemble

1. À mi-parcours du Plan stratégique d'ONU-Femmes pour 2022-2025, en 2023, le Service indépendant d'évaluation, qui relève des Services d'évaluation et d'audit indépendants, a utilisé son expertise en matière d'évaluation tenant compte des questions de genre pour explorer de nouvelles possibilités et perspectives en matière d'évaluation.

2. Depuis qu'ONU Femmes est devenue membre du Comité permanent interorganisations (CPI) en 2022, le Service indépendant d'évaluation a rejoint le groupe d'évaluation de l'action humanitaire interinstitutionnelle, qui évalue de manière indépendante les résultats obtenus dans le cadre de l'action humanitaire collective des membres du CPI. Le Service a activement coordonné avec d'autres organismes les évaluations humanitaires en cours et a encouragé la prise en compte rigoureuse des questions de genre dans les travaux du groupe d'évaluation de l'action humanitaire interinstitutionnelle.

3. Le Service a contribué à la Coalition mondiale pour la synthèse des objectifs de développement durable, visant à synthétiser les résultats des évaluations des Nations Unies sur les réalisations des objectifs de développement durable et les enseignements tirés issus du monde entier. Le Service a également piloté la première synthèse conjointe des données probantes issues de l'évaluation des Nations Unies concernant l'objectif de développement durable n° 5, fondée sur les évaluations de 33 entités des Nations Unies, qui a permis d'éclairer les responsables politiques, les responsables de la mise en œuvre des programmes, les donateurs et les organismes des Nations Unies sur les principales actions à mener pour progresser dans la réalisation de l'objectif 5.

4. En interne, le Service a réalisé d'importants progrès dans la mise en œuvre de son plan d'évaluation institutionnel pour 2022-2025, qui vise à achever, d'ici à 2025, 13 évaluations et rapports institutionnels, ainsi que 30 évaluations régionales et évaluations de portefeuilles de pays. En 2023, le Service a réalisé huit évaluations institutionnelles (soit, à ce jour, un taux d'achèvement de 62 % de son plan d'évaluation institutionnel pour 2022-2025) et rapports de synthèse, 20 évaluations de portefeuilles de pays et évaluations régionales (soit, à ce jour, un taux d'achèvement de 67 % de son plan d'évaluation institutionnel pour 2022-2025), et a commencé à travailler sur quatre évaluations institutionnelles ainsi que sur plusieurs évaluations régionales et nationales. Les données d'évaluation obtenues en temps opportun ont permis d'informer l'examen à mi-parcours du Plan stratégique d'ONU-Femmes et continuent de servir à informer les stratégies et les plans d'action des pays, des régions et du siège.

5. Les indicateurs clés de performance d'ONU-Femmes pour l'évaluation – tels que la couverture des évaluations, la qualité de l'évaluation, la réponse de l'administration, la mise en œuvre des réponses de l'administration et la prise en compte des évaluations – restent sur la bonne voie. D'importants progrès ont également été accomplis en ce qui concerne l'affectation de 2 à 3 % du total des budgets consacrés aux programmes à l'évaluation.

6. En 2023, le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) a mené un examen triennal de la mise en œuvre des recommandations qu'il a formulées à l'issue de son inspection de la fonction d'évaluation d'ONU-Femmes. Dans le cadre de cet examen externe et indépendant, le BSCI a conclu qu'ONU-Femmes avait mis en œuvre les quatre recommandations issues de l'inspection précédente et avait bien progressé pour ce qui était d'assurer le respect du calendrier et l'efficacité et la qualité des processus d'évaluation, ainsi qu'en ce qui concernait le renforcement des systèmes d'évaluation interne depuis 2020. L'examen a permis de recenser des domaines

susceptibles d'être améliorés, notamment la mesure de la ponctualité des évaluations réalisées en dehors du siège et la communication d'informations à cet égard, ou le renforcement et le développement des approches du suivi et de l'évaluation des capacités au niveau des pays.

7. Le présent rapport, qui comporte cinq parties, fournit une vue d'ensemble des évaluations et des synthèses institutionnelles, un résumé des évaluations stratégiques au niveau décentralisé et une description de la diffusion et de l'utilisation des évaluations, un examen de la performance de la fonction d'évaluation d'ONU-Femmes par rapport aux indicateurs clés de performance en matière d'évaluation, les enseignements tirés des partenariats établis pour promouvoir une évaluation tenant compte des questions de genre au sein du système des Nations Unies et le renforcement des capacités nationales et une synthèse du programme de travail et du budget du Service pour 2024.

II. Évaluations institutionnelles

Progrès accomplis dans la mise en œuvre du plan d'évaluation institutionnel pour 2022-2025

8. En 2023, le Service a réalisé six évaluations institutionnelles et rapports de synthèse sur les effets des travaux menés par ONU-Femmes en vue de promouvoir l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes. On trouvera à la section ci-après les principales idées et leçons tirées de ces évaluations et rapports institutionnels.

Mise en œuvre du plan d'évaluation institutionnel

9. Le Service indépendant d'évaluation a réalisé les évaluations institutionnelles et rapports de synthèse suivants en 2023 :

- Évaluation institutionnelle de la contribution d'ONU-Femmes à l'autonomisation économique des femmes par la promotion de lois, de cadres, de politiques et de partenariats tenant compte des questions de genre
- Évaluation formative institutionnelle des travaux d'ONU-Femmes en matière de changements climatiques
- Évaluation formative institutionnelle sur la production, l'analyse et l'utilisation des statistiques et des données relatives au genre
- Évaluation institutionnelle sur la mobilisation de la société civile dans la région des Amériques et des Caraïbes
- Métasynthèse des évaluations sur la sensibilisation et les communications
- Synthèse des évaluations des progrès réalisés par le système des Nations Unies au titre de l'objectif de développement durable n° 5, intitulée « Are we getting there ? » (Sommes-nous sur la bonne voie ?)

Évaluation institutionnelle de la contribution d'ONU-Femmes à l'autonomisation économique des femmes par la promotion de lois, de cadres, de politiques et de partenariats tenant compte des questions de genre

10. Cette évaluation a permis de constater qu'ONU-Femmes possédait des avantages comparatifs clairs et largement reconnus liés à son travail normatif et à la facilitation du dialogue à l'échelle mondiale sur l'action à mener dans le domaine de l'autonomisation économique des femmes. Les rapports d'ONU-Femmes ont montré que l'Entité était sur le point d'atteindre ou avait dépassé ses objectifs en matière de renforcement des politiques tenant compte des questions de genre dans ce domaine.

L'équipe d'évaluation a également constaté que les accélérateurs de l'égalité des genres proposés offraient la possibilité de travailler dans le cadre de programmes et de transposer à plus grande échelle les activités liées aux priorités mondiales en matière d'autonomisation économique des femmes. L'équipe d'évaluation a toutefois constaté que le manque de ressources financières et humaines constituait un obstacle majeur à l'avancement des travaux d'ONU-Femmes concernant l'élaboration de lois, de cadres et de politiques tenant compte des questions de genre en vue de renforcer l'autonomisation économique des femmes, et qu'il conviendrait de s'adapter aux priorités stratégiques actuelles et nouvelles et de renforcer la collaboration avec les institutions financières internationales. L'équipe d'évaluation a formulé six recommandations, dont cinq ont été acceptées et une partiellement acceptée.

Évaluation formative institutionnelle des travaux d'ONU-Femmes en matière de changements climatiques

11. Cette évaluation formative institutionnelle visait à examiner l'avantage comparatif et le rôle potentiel d'ONU-Femmes dans le domaine des changements climatiques, sur la base du travail réalisé par l'Entité entre 2011 et 2022. Elle a permis de constater que les travaux d'ONU-Femmes dans ce domaine étaient liés à un éventail plus large de questions environnementales (par exemple, la biodiversité ou la réduction des risques de catastrophe) et que, grâce à sa contribution aux principaux cadres relatifs aux changements climatiques et à l'environnement, l'Entité avait mis en place les fondements nécessaires à l'élaboration d'une approche stratégique, cohérente et globale de l'appui à l'établissement de normes. Toutefois, l'évaluation a permis de conclure qu'ONU-Femmes n'avait pas encore pleinement mis à profit sa capacité à examiner les liens entre égalité des genres et changements climatiques, et a souligné que le personnel de l'Entité avait insisté sur le fait qu'il était nécessaire de se doter d'un(e) coordonnateur(trice) institutionnel(le) afin de coordonner et de renforcer la cohérence des travaux de l'Entité en matière de changements climatiques et d'environnement. L'équipe d'évaluation a formulé quatre recommandations, qui ont toutes été acceptées par l'administration.

Évaluation formative institutionnelle de l'appui fourni par ONU-Femmes en matière de statistiques relatives au genre (2018-2022)

12. L'évaluation a porté sur le soutien et le positionnement stratégique d'ONU-Femmes dans le domaine des statistiques relatives au genre. Elle a permis de conclure que les travaux d'ONU-Femmes sur les statistiques relatives au genre étaient pertinents et que l'Entité était bien placée pour jouer un rôle de premier plan dans ce domaine. Des éléments ont montré qu'ONU-Femmes avait contribué efficacement à la création d'environnements plus favorables et à des activités de production de données ; cependant, les résultats variaient selon que les pays bénéficiaient ou non du programme Les femmes comptent. À l'issue de l'évaluation, il a été recommandé à ONU-Femmes de s'appuyer sur le succès de ses travaux en matière de statistiques relatives au genre afin de renforcer et d'élargir la mise en œuvre à tous les niveaux et de fournir davantage d'orientations sur les mécanismes de soutien à la coordination des statistiques relatives au genre au niveau national. L'équipe d'évaluation a formulé quatre recommandations, qui ont toutes été acceptées par l'administration.

Évaluation institutionnelle de la collaboration avec la société civile dans la région des Amériques et des Caraïbes

13. Cette évaluation thématique de la collaboration d'ONU-Femmes avec la société civile dans la région des Amériques et des Caraïbes a révélé qu'en dépit des changements contextuels qui remettaient en cause l'efficacité et la durabilité des partenariats avec les organisations féministes et les organisations de femmes,

l'établissement de priorités stratégiques avait aidé ONU-Femmes à consolider sa collaboration avec les organisations de la société civile dans la région. ONU-Femmes avait pu conclure des accords avec des organisations de la société civile représentant des groupes prioritaires confrontés à une discrimination et à une vulnérabilité accrues, et avait mis en place des modalités de collaboration dans le cadre de son mandat intégré pour obtenir des résultats stratégiques, fixer des objectifs et créer des réseaux de collaboration avec les partenaires. Toutefois, certaines politiques et procédures de gestion relatives aux partenariats officiels d'ONU Femmes avec des organisations de la société civile avaient limité l'efficacité des activités de l'Entité et l'élargissement de leur portée auprès de la société civile. L'équipe d'évaluation a formulé cinq recommandations, qui ont toutes été acceptées par l'administration.

Métasynthèse des évaluations sur la sensibilisation et les communications

14. La métasynthèse a permis d'évaluer des données probantes relatives aux activités de sensibilisation et de communication issues de 162 évaluations institutionnelles et décentralisées entreprises par ONU-Femmes entre 2018 et 2022, de souligner les principaux résultats, les tendances, les facteurs favorables, les obstacles et les enseignements tirés, et de recenser les possibilités de renforcer davantage les capacités d'ONU-Femmes en matière de sensibilisation et de communication. ONU-Femmes a entrepris un vaste éventail d'initiatives de sensibilisation visant à renforcer ses messages clés sur l'égalité des genres, y compris des initiatives numériques sur les médias sociaux. Dans le cadre de la métasynthèse, plusieurs pistes ont été proposées pour aller de l'avant, comme accorder une attention constante à la cohérence de la démarche institutionnelle et des investissements d'ONU-Femmes en matière de sensibilisation et de communication, établir des partenariats stratégiques, élaborer des cadres de suivi et d'évaluation des initiatives de sensibilisation et de communication, accorder la priorité aux médias sociaux et adapter les initiatives de sensibilisation et de communication aux contextes locaux.

Synthèse des évaluations des progrès réalisés par le système des Nations Unies au titre de l'objectif de développement durable n° 5, intitulée « Are we getting there ? » (Sommes-nous sur la bonne voie ?)

15. Cette synthèse a été élaborée dans le cadre d'une initiative interinstitutions menée par ONU-Femmes, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Programme alimentaire mondial (PAM), visant à examiner les données issues d'évaluations collectives du système des Nations Unies recueillies à ce jour concernant la réalisation de l'objectif de développement durable n° 5. La synthèse a révélé que le travail normatif des Nations Unies avait contribué à faire progresser l'adoption de lois non discriminatoires et tenant compte des questions de genre dans de nombreux domaines thématiques (par exemple, la participation à la vie publique et l'élimination des violences faites aux femmes) ; que la programmation intégrée et globale (interinstitutions) avait permis de faire face efficacement aux questions complexes liées à l'égalité des genres ; que les entités des Nations Unies mettaient souvent à profit les connaissances, les données et les travaux de recherche pour appuyer les activités de sensibilisation, la fourniture de services de soutien technique et le renforcement des capacités ; et que des efforts avaient été déployés pour intégrer le principe consistant à ne laisser personne de côté dans les activités de programmation et d'évaluation. L'évaluation a également permis de recenser des moyens de faire progresser la réalisation de l'objectif de développement durable n° 5, par exemple en intégrant et en prenant systématiquement en compte les questions de genre dans les initiatives de renforcement des capacités afin de favoriser une culture institutionnelle tenant compte des questions de genre ;

en adoptant des méthodes de suivi et d'évaluation, comme des théories du changement visant à mesurer les contributions et à examiner les facteurs favorisant le changement dans des domaines complexes tels que les changements de normes sociales et la sensibilisation stratégique ; et en s'attaquant aux obstacles à l'égalité des genres, tels que l'insuffisance des financements.

Évaluations lancées en 2023

16. Le Service indépendant d'évaluation a commencé à travailler sur les évaluations institutionnelles ci-après en 2023 :

- Évaluation institutionnelle du soutien fourni par ONU-Femmes en vue de renforcer la participation des femmes à la vie politique : enseignements tirés de l'expérience
- Évaluation formative institutionnelle sur le changement des normes sociales : évaluation féministe du développement à l'échelle mondiale
- Évaluation formative institutionnelle sur le financement de la promotion de l'égalité des genres
- Évaluation institutionnelle du soutien fourni par ONU-Femmes aux femmes et à la paix et à la sécurité ainsi qu'à l'action humanitaire

Évaluations visant à favoriser la prise de décision et à promouvoir le changement

17. Les évaluations réalisées par le Service ont fourni des données stratégiques à l'appui de la planification, de l'élaboration des processus et de la prise de décisions au niveau institutionnel. Le Service a par exemple participé à des comités d'examen des activités afin de veiller à ce que les conclusions et recommandations des évaluations soient régulièrement prises en compte dans les décisions stratégiques. Le Service a apporté son soutien à l'examen à mi-parcours du plan stratégique en fournissant des données provenant de 16 évaluations institutionnelles et évaluations décentralisées pertinentes. Il a également contribué à la mise à jour du guide relatif aux orientations stratégiques d'ONU-Femmes, l'objectif étant de renforcer la planification des évaluations et d'améliorer la qualité des orientations stratégiques.

18. Les exemples ci-dessous montrent comment l'administration d'ONU Femmes a utilisé les conclusions et les recommandations issues d'évaluations récentes pour améliorer les politiques, les stratégies et les programmes de l'Entité et favoriser le changement en 2023.

Évaluation institutionnelle des travaux d'ONU-Femmes en matière de sensibilisation stratégique

19. À la suite de l'évaluation institutionnelle des travaux d'ONU-Femmes en matière de sensibilisation stratégique, des accélérateurs de l'égalité des genres ont été créés, comprenant une démarche normative reposant sur une théorie du changement ainsi que des orientations concernant les supports de connaissances destinés à la sensibilisation stratégique. En outre, l'accent mis dans le Plan stratégique sur la production et l'utilisation de connaissances et de données a permis de renforcer l'approche fondée sur des données probantes adoptée par l'Entité en matière de sensibilisation stratégique. En étroite collaboration avec la Division de la planification stratégique, la Division des politiques, des programmes et des relations intergouvernementales a élaboré un plan de communication et de sensibilisation pour produire des supports de connaissances de premier plan, y compris la publication annuelle intitulée « Progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable : gros plan sur l'égalité des sexes ». La mise en œuvre de ce plan et le

renforcement des réseaux de savoirs internes devraient permettre d'adopter une approche plus cohérente des activités de sensibilisation ainsi que de mieux harmoniser les méthodes utilisées et les messages diffusés. Dans le cadre de la préparation des stratégies de mobilisation en vue des manifestations et des processus normatifs mondiaux à venir, tels que l'Assemblée générale, la Conférence des Parties (COP) et la Commission de la condition de la femme, des messages clés de sensibilisation ont été mis en évidence et partagés avec les bureaux régionaux et les bureaux de pays afin de soutenir des approches cohérentes en matière de sensibilisation stratégique. En outre, l'administration a souligné que le rapport de l'initiative Génération Égalité sur la redevabilité établi en 2023 avait montré que, dans les deux années qui avaient suivi son lancement, Génération Égalité était devenue un cadre général et une plateforme globale pour mener des actions au niveau local.

Évaluation institutionnelle des travaux d'ONU-Femmes en matière de renforcement des capacités

20. À la suite de l'évaluation institutionnelle sur le renforcement des capacités, ONU-Femmes a décidé de dresser un état des lieux des capacités et des ressources disponibles, devant servir de base à l'élaboration d'une note d'orientation institutionnelle sur le renforcement des capacités. S'appuyant sur son plan stratégique et sur les conclusions de cette évaluation, ONU-Femmes a cherché à mieux comprendre comment l'Entité soutenait le renforcement des capacités de ses partenaires pour répondre aux besoins des femmes et des filles afin de parvenir à l'égalité des genres au niveau national, de renforcer les réseaux internes de renforcement des capacités et de recenser les pratiques prometteuses au sein de l'organisation et dans l'ensemble du système des Nations Unies et de ses partenaires. Une fois finalisés et mis en œuvre, les accélérateurs de l'égalité des genres devraient fournir un cadre permettant d'harmoniser et de renforcer les actions de développement des capacités.

III. Évaluations indépendantes décentralisées et stratégiques

21. Le Service indépendant d'évaluation apporte un appui technique et un soutien en matière d'assurance de la qualité aux évaluations d'ONU-Femmes menées au niveau décentralisé. Les évaluations décentralisées sont notamment les évaluations thématiques et les évaluations des programmes et des projets, qui constituent la majeure partie des évaluations menées chaque année, soit 38 évaluations en 2023. Outre l'assistance technique qu'il fournit, le Service réalise de nombreuses évaluations stratégiques, telles que des évaluations indépendantes régionales et des évaluations de portefeuilles de pays. En 2023, le Service a réalisé six évaluations de portefeuilles de pays et trois évaluations thématiques régionales. Une synthèse de ces neuf évaluations stratégiques indépendantes menées en 2023 est présentée ci-après.

Évaluation régionale du Service sur le soutien fourni par ONU-Femmes au renforcement des capacités des partenaires pour répondre aux besoins des femmes et des filles en Europe et en Asie centrale

Bureau régional pour l'Europe et l'Asie centrale

22. Cette évaluation régionale a été menée dans le cadre de l'évaluation institutionnelle formative des travaux d'ONU-Femmes en matière de renforcement des capacités. L'équipe d'évaluation a constaté que le soutien au renforcement des capacités fourni dans la région de l'Europe et de l'Asie centrale était en grande partie adapté au contexte ; qu'il était aligné sur les priorités et les processus nationaux ;

qu'il permettait de s'attaquer aux principaux facteurs des inégalités de genre ; et qu'il s'inscrivait dans le cadre des droits humains des femmes. L'évaluation a également mis en évidence que la qualité du soutien au renforcement des capacités au sein des bureaux régionaux et des bureaux de pays variait considérablement et qu'il était nécessaire de se doter de systèmes plus solides d'échange de meilleures pratiques. Dans l'ensemble, il est ressorti que les initiatives de renforcement des capacités étaient efficaces, bien organisées et dotées d'une communication solide, et qu'elles répondaient bien aux besoins des partenaires de la région. Toutefois, certaines procédures institutionnelles centralisées et trop rigides semblaient avoir compromis l'efficacité des activités dans certains cas. L'équipe d'évaluation a formulé quatre recommandations, dont trois ont été acceptées et une partiellement acceptée par l'administration.

Évaluation régionale du Service sur la contribution d'ONU-Femmes à l'autonomisation économique des femmes en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale

Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale

23. Cette évaluation a porté sur les succès obtenus et les obstacles rencontrés d'une manière générale dans le cadre des programmes relatifs à l'autonomisation économique des femmes dans la région de l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, et a permis d'examiner la nouvelle orientation adoptée dans ce domaine thématique concernant l'élaboration de politiques et les activités normatives. L'évaluation a permis de conclure que les programmes relatifs à l'autonomisation économique des femmes étaient bien adaptés aux besoins de la région, en particulier le soutien fourni par l'Entité aux activités génératrices de revenus pour les femmes dans le secteur agricole, et qu'ONU-Femmes avait fait preuve de souplesse pour faire face aux défis contextuels [par exemple, la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19)]. L'équipe chargée de l'autonomisation économique des femmes au sein du bureau régional et l'initiative pour une agriculture résiliente aux changements climatiques se sont révélées être des facteurs essentiels au succès des programmes dans ce domaine de travail. Enfin, l'évaluation a fait ressortir la nécessité de mieux prendre en compte les différents groupes de femmes ciblées par les initiatives, telles que les femmes en situation de handicap. L'équipe d'évaluation a formulé cinq recommandations, qui ont toutes été acceptées par l'administration.

Évaluation régionale du Service sur l'emploi productif et le travail décent des femmes en Égypte, en Jordanie et en Palestine : programme conjoint d'ONU-Femmes et de l'Organisation internationale du Travail

Bureau régional des États arabes

24. Cette évaluation à mi-parcours a porté sur la mise en œuvre du programme conjoint d'ONU-Femmes et de l'Organisation internationale du Travail (OIT) en Égypte, en Palestine et en Jordanie, ainsi que sur les initiatives entreprises dans la région des États arabes. L'évaluation a montré que le programme conjoint était bien aligné sur les politiques nationales, régionales et internationales, ainsi que sur les cadres normatifs et les stratégies de promotion de l'emploi productif et du travail décent pour les femmes. L'approche stratégique à plusieurs volets du programme conjoint en matière de partenariats a également contribué à l'obtention de résultats clés. Si les avantages comparatifs d'ONU-Femmes et de l'OIT ont permis de renforcer la visibilité et la légitimité de l'égalité des genres et du travail décent dans les programmes nationaux, les structures de gouvernance conjointe et la collaboration interinstitutions doivent encore être améliorées. Dans le cadre du programme conjoint, des efforts ont été faits pour répondre aux besoins des femmes vulnérables

mais, selon les résultats de l'évaluation, il serait possible de prendre plus systématiquement en compte les femmes en situation de handicap, qui sont souvent davantage laissées de côté. L'évaluation a donné lieu à sept recommandations, dont trois ont été acceptées et quatre partiellement acceptées par l'administration.

Évaluation de portefeuille multipays sous la direction du Service

Bureau multipays aux Caraïbes

25. Le bureau multipays aux Caraïbes supervise le travail d'ONU-Femmes dans 22 pays. L'évaluation a montré que le portefeuille d'ONU-Femmes et sa réponse aux événements et aux crises émergents dans les Caraïbes étaient pertinents. Les efforts déployés par ONU-Femmes pour lutter contre la violence à l'égard des femmes dans la sous-région, en particulier, ont été jugés pertinents, efficaces et durables, et constituaient une contribution essentielle. L'approche suivie par l'Entité en ce qui concerne l'intégration des programmes a également donné de bons résultats dans l'ensemble du portefeuille du bureau multipays ; toutefois, une meilleure coordination des efforts de suivi et d'évaluation permettrait d'améliorer les résultats. ONU-Femmes a également adopté des méthodes de renforcement des capacités pour améliorer la durabilité de ses activités, mais a rencontré des difficultés à renforcer les capacités des organisations de la société civile partenaires, en grande partie du fait de contraintes organisationnelles. L'équipe d'évaluation a formulé quatre recommandations, qui ont toutes été acceptées par l'administration.

Évaluation de portefeuille de pays sous la direction du Service

Bureau de la République démocratique du Congo

26. Plusieurs facteurs contextuels, tels que l'immensité du territoire de la République démocratique du Congo, la situation d'après conflit, les crises prolongées et la résurgence de conflits armés dans certaines provinces, ou encore la lente amélioration de la situation générale en matière de gouvernance, sont autant d'obstacles à l'exécution du mandat intégré d'ONU-Femmes et des activités correspondantes dans le pays. Si l'évaluation a permis de constater que l'avantage comparatif d'ONU-Femmes était évident dans les domaines de la participation politique et, dans une certaine mesure, de l'autonomisation économique des femmes, l'immensité du pays et les défis opérationnels rencontrés, tels que les taux élevés de postes vacants et de rotation du personnel, ont eu des répercussions sur la capacité d'ONU-Femmes à mener des actions humanitaires et des interventions d'urgence face aux catastrophes naturelles dans le pays. L'évaluation a donné lieu à sept recommandations, qui ont toutes été acceptées par l'administration.

Évaluation de portefeuille de pays sous la direction du Service

Bureau de l'Équateur

27. L'évaluation a mis en avant le rôle de chef de file d'ONU-Femmes dans la promotion de la prise en compte des questions liées au genre dans les priorités du pays, ainsi que la spécialisation de l'Entité dans la mise en place de cadres normatifs relatifs aux droits des femmes en Équateur. Le bureau de pays est parvenu à produire des changements à court terme, a contribué à l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles et a assuré la promotion de l'autonomisation économique des femmes, même pendant la pandémie de COVID-19. Le bureau de pays a été jugé efficace et novateur pour ce qui était de mobiliser des fonds et de diversifier son portefeuille de donateurs ; mais pouvait améliorer la mobilisation et l'obtention de ressources à moyen et long terme. Le bureau de pays a fait preuve de cohérence interne et a su créer des synergies avec les travaux d'autres organismes des Nations

Unies, fonds et programmes dans le pays. L'équipe d'évaluation a conclu que le bureau de pays pouvait intégrer de manière plus systématique le principe consistant à ne laisser personne de côté et prendre davantage en compte la question du handicap afin d'améliorer les résultats. L'administration a accepté les six recommandations proposées.

Évaluation de portefeuille de pays sous la direction du Service

Bureau de l'Indonésie

28. L'évaluation a montré que le bureau de pays s'était forgé une solide réputation d'expert en matière d'égalité des genres au sein du système des Nations Unies en Indonésie. Le travail d'ONU-Femmes au sein de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) a permis de tirer efficacement parti du mandat intégré de l'Entité et a montré qu'un simple investissement dans une capacité spécifique pouvait avoir un effet catalyseur. Grâce à son rôle de chef de file de haut niveau et à son engagement clair, le (la) coordonnateur(trice) résident(e) des Nations Unies a pu renforcer la responsabilité de l'équipe de pays des Nations Unies en matière d'égalité des genres. L'évaluation a permis de conclure que le bureau de pays pouvait trouver un équilibre entre l'accent mis sur ses domaines d'expertise (par exemple, les femmes et la paix et la sécurité) et les nouveaux domaines prioritaires, et qu'il était possible de mieux coordonner les efforts, depuis le niveau individuel jusqu'au niveau national, et entre les différentes parties prenantes, afin de créer une dynamique plus inclusive et plus collaborative en faveur de l'égalité des genres en Indonésie. L'équipe d'évaluation a formulé huit recommandations, dont sept ont été acceptées et une partiellement acceptée par l'administration.

Évaluation de portefeuille de pays sous la direction du Service

Bureau de la Jordanie

29. L'évaluation a révélé que la note stratégique 2018-2022 du bureau de pays était pertinente et répondait aux priorités nationales, internationales et des Nations Unies en matière d'égalité des genres et d'autonomisation des femmes. Compte tenu du manque de ressources, le bureau de pays s'est efforcé de soutenir les programmes du pilier Développement en les rattachant aux programmes des piliers Aide humanitaire et Paix. Le bureau de pays a été qualifié d'expert en matière d'égalité des genres en Jordanie pour son expérience technique, son travail de coordination, ses partenariats stratégiques et sa capacité à produire des preuves et des connaissances déterminantes. L'évaluation a mis en évidence qu'il était possible de renforcer les partenariats afin de porter un message commun et collectif sur les droits des femmes et l'égalité des genres dans le pays. L'équipe d'évaluation a constaté que la dotation en effectifs du bureau de pays pouvait être améliorée de façon à ce qu'elle soit plus adaptée à sa finalité, et que les travaux du bureau de pays sur la nécessité de ne laisser personne de côté étaient limités et moins systématiques que son programme humanitaire. L'équipe d'évaluation a formulé six recommandations, qui ont toutes été acceptées par l'administration.

Évaluation de portefeuille de pays sous la direction du Service

Bureau du Soudan

30. L'évaluation a été menée avant la crise actuelle, qui a débuté en avril 2023, et a permis de constater qu'ONU-Femmes était parvenue à retrouver sa place d'acteur clé au Soudan, et qu'elle disposait d'un avantage comparatif du fait de son expertise sur les questions de genre, de sa capacité d'adaptation aux changements politiques et de sa volonté de prendre des risques. Le bureau de pays a mobilisé efficacement des

ressources pour atteindre ses objectifs et a soutenu la mise en place d'un environnement général favorable. Dans l'ensemble, l'évaluation a montré que l'efficacité du bureau de pays pouvait être améliorée en renforçant la coordination de l'équipe de pays des Nations Unies, en établissant des liens entre les différents domaines thématiques et en s'orientant vers des programmes plus vastes et de portée plus globale. Le bureau de pays a appuyé efficacement les changements structurels en matière d'égalité des genres et d'autonomisation des femmes afin de faire évoluer les normes culturelles et les structures de pouvoir et de s'attaquer aux causes profondes des inégalités de genre. Cependant, dans certains cas, la courte durée des projets et le manque de ressources financières ont été des facteurs limitants. L'équipe d'évaluation a formulé cinq recommandations, qui ont toutes été acceptées par l'administration.

Renforcement des capacités d'évaluation interne

31. En 2023, le Service indépendant d'évaluation a continué d'investir dans le renforcement des capacités d'évaluation interne en organisant des séances de formation et de coaching pour le personnel d'ONU-Femmes et les spécialistes du suivi et de l'évaluation aux niveaux régional et national. Dans l'ensemble, 49 membres du personnel de la région des États arabes ont participé à une séance de formation régionale sur la planification, la gestion et l'utilisation des évaluations, ce qui a permis de mieux faire connaître les processus et les critères du système global d'évaluation et d'analyse des rapports d'évaluation. Outre l'exécution des formalités d'entrée en fonctions pour sept nouveaux membres du personnel dans la région de l'Asie et du Pacifique, le bureau régional a organisé en septembre 2023 une séance de mise à jour des connaissances en matière d'évaluation pour s'assurer que le personnel comprenne bien la structure, les rôles et les responsabilités de la fonction d'évaluation (24 participantes et participants). Trois membres du personnel d'ONU-Femmes de la région de l'Asie et du Pacifique ont également participé à la formation organisée en 2023 par le Groupe des Nations Unies pour l'évaluation du développement pour l'Asie et le Pacifique (UNEDAP) sur l'évaluation dans le système des Nations Unies. La région des États arabes et la région des Amériques et des Caraïbes ont toutes deux déclaré avoir formé et encadré des spécialistes du suivi et de l'évaluation (quatre et cinq, respectivement). Dans la région de l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, huit membres du personnel du Libéria, du Cameroun, du Mali, du Nigéria, de la Côte d'Ivoire, du Niger et de la République démocratique du Congo ont reçu une formation. En Europe et en Asie centrale, tous les coordonnateurs et coordonnatrices chargés des évaluations décentralisées ont bénéficié d'un accompagnement personnalisé.

Communication visant à faciliter l'utilisation des évaluations

32. En 2023, le Service indépendant d'évaluation est resté déterminé à améliorer le partage des connaissances et la communication en investissant dans des supports de connaissance conviviaux et accessibles ; en favorisant les partenariats et les initiatives en matière d'apprentissage ; et en tirant parti des plateformes en ligne et des médias sociaux pour encourager le personnel d'ONU-Femmes et les parties prenantes à utiliser les évaluations. Le Système mondial d'application du principe de responsabilité et de suivi de l'utilisation des évaluations (GATE) a été consulté plus de 20 303 fois au cours de l'année civile 2023, et a compté 3 636 utilisateurs.

33. Le Service indépendant d'évaluation a encouragé l'utilisation des évaluations aux niveaux régional et national au moyen de notes d'information, d'infographies, de bulletins d'information, de webinaires et de séances de formation, à l'appui de ses rapports d'évaluation. La région des États arabes et la région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe ont élaboré une note d'évaluation pour les évaluations

décentralisées et les évaluations dirigées par le Service achevées en 2023. Afin de dégager les principales tendances des résultats régionaux à l'intention des gestionnaires de programmes, la région des Amériques et des Caraïbes a réalisé une métasynthèse des évaluations, tandis que la région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe a organisé un café d'apprentissage pour partager les principales conclusions des évaluations de portefeuilles de pays et les enseignements tirés de la gestion de ces évaluations (75 participants). En tant que coresponsable de la communauté de pratique de la gestion axée sur les résultats en Asie et dans le Pacifique, le Service indépendant d'évaluation en Asie et dans le Pacifique a organisé neuf séances visant à encourager le partage des enseignements tirés des évaluations (427 participants). La région des Amériques et des Caraïbes a organisé un webinaire interne pour informer le personnel d'ONU-Femmes des enseignements tirés concernant le financement direct des notes stratégiques de l'Entité (55 participants) ; un webinaire sur le suivi des difficultés rencontrées dans l'ensemble de l'organisation (70 participants) ; et une session publique sur les outils pratiques permettant de mesurer les effets de l'autonomisation des femmes, en collaboration avec l'initiative Jobs and Opportunity du Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab au Brésil (81 participants).

34. Les bureaux de pays d'ONU-Femmes ont également indiqué qu'ils avaient tiré parti des conclusions et des recommandations issues des évaluations institutionnelles et des évaluations de portefeuilles de pays. Le bureau de pays de la Jordanie, par exemple, a utilisé l'évaluation de son portefeuille de pays comme source de données essentielles lors de l'élaboration de sa nouvelle note stratégique et a exploité les conclusions et les recommandations issues de l'évaluation à mi-parcours du programme conjoint d'ONU-Femmes et de l'OIT pour éclairer l'élaboration d'un programme régional sur l'autonomisation économique des femmes. Le bureau de pays du Kenya a utilisé l'étude de cas approfondie issue de l'évaluation institutionnelle d'ONU-Femmes sur l'autonomisation économique des femmes. Sur la base des recommandations issues de l'évaluation sur l'action menée par ONU-Femmes face à la crise en Asie et dans le Pacifique, et en accord avec la nouvelle stratégie humanitaire d'ONU-Femmes, le Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique a élaboré un projet de document visant à définir et à articuler les objectifs humanitaires prioritaires et les résultats escomptés pour la région. Dans l'ensemble, les pays de la région de l'Europe et de l'Asie centrale ont indiqué que le fait de combiner la planification stratégique des évaluations institutionnelles et des évaluations régionales était une façon innovante de favoriser une plus grande utilisation des évaluations.

IV. Performance de la fonction d'évaluation d'ONU-Femmes

35. ONU-Femmes utilise des systèmes de suivi des résultats pour promouvoir la transparence et le principe de responsabilité dans le cadre des évaluations et de rendre compte de la performance de la fonction d'évaluation par rapport aux indicateurs clés de performance. Le tableau 1 présente les résultats de 2023 et les objectifs fixés pour 2025. On trouvera de plus amples détails et une analyse des indicateurs dans la sous-section correspondante.

Tableau 1
Indicateurs clés de performance relatifs à l'évaluation et cible pour le Plan stratégique 2022-2025

<i>Indicateur clé de performance</i>	<i>Description</i>	2022	2023	<i>Cible (d'ici à 2025)</i>
Ressources financières investies dans la fonction d'évaluation	Pourcentage des dépenses consacrées à l'évaluation, par rapport au total des dépenses consacrées aux programmes d'ONU-Femmes (%)	1,9	2,3	Entre 2,0 et 3,0 ¹
Ressources humaines pour le suivi et l'évaluation	Pourcentage des bureaux ayant désigné un(e) coordonnateur(trice) ou un(e) responsable du suivi et de l'évaluation	98	97	100
Couverture des évaluations	Pourcentage des bureaux ayant demandé au moins une évaluation par cycle de note stratégique	93	98	100
Taux d'exécution des évaluations	Pourcentage d'évaluations en cours d'exécution	92	84	100
Qualité des rapports d'évaluation	Pourcentage des rapports d'évaluation jugés satisfaisants ou plus	86	100	100
Évaluations conjointes ²	Pourcentage d'évaluations conjointes réalisées avec la contribution d'ONU-Femmes	29	27	25
Publication des réponses de l'administration sur le système GATE	Pourcentage des rapports d'évaluation accompagnés d'une réponse de l'administration mis en ligne sur le système GATE	100	100	100
Mise en œuvre des réponses de l'administration	Pourcentage des mesures clés de l'administration mises en œuvre	91	92	95
Prise en compte des évaluations	Pourcentage des bureaux ayant indiqué tenir compte des évaluations	87	89	95

Indicateur clé de performance n° 1 : ressources financières investies dans la fonction d'évaluation

Tableau 2
Dépenses consacrées à la fonction d'évaluation de 2020 à 2023 (en dollars des États-Unis)

	2020	2021	2022	2023
Montant total des dépenses consacrées aux programmes d'ONU-Femmes	341 366 277	431 794 597	441 317 504	465 264 805
Montant total des dépenses consacrées à l'évaluation	6 388 787	7 961 194	8 224 073	10 493 407
Service indépendant d'évaluation/Services d'évaluation et d'audit indépendants	3 441 396	3 619 149	3 800 044	3 882 841

¹ Conformément à la politique d'évaluation révisée (2020), il est recommandé à ONU-Femmes d'allouer à la fonction d'évaluation entre 2 et 3 % de ses dépenses totales consacrées aux programmes.

² L'indicateur clé de performance relatif à l'évaluation conjointe permet de suivre la contribution d'ONU-Femmes à toutes les évaluations et initiatives conjointes, y compris l'évaluation indépendante à l'échelle du système menée au niveau mondial et les évaluations du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable.

	2020	2021	2022	2023
Évaluations décentralisées	2 947 391	4 342 044	4 424 029	6 610 566
Pourcentage du total des dépenses	1,9	1,8	1,9	2,3

Source : Le Groupe de la planification stratégique a établi les montants des dépenses consacrées aux programmes d'ONU-Femmes, au Service indépendant d'évaluation et aux évaluations décentralisées à partir du système de suivi du Service et des rapports financiers de Quantum.

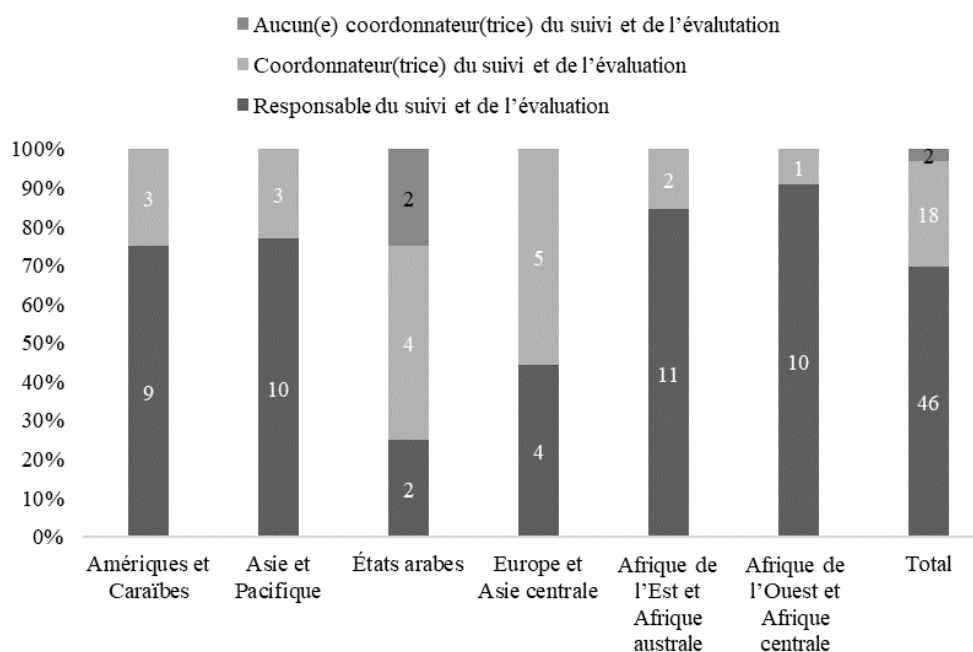
36. En 2023, on estime que le montant des dépenses engagées par ONU-Femmes au titre des évaluations était de 10,49 millions de dollars, sur la base des données issues des systèmes de suivi institutionnel et du Service. Cela représente une augmentation par rapport aux dépenses de 2022. Cette augmentation tient aux dépenses engagées au titre des évaluations au niveau décentralisé, principalement en raison de l'augmentation des coûts d'évaluation liés au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et à l'Initiative Spotlight. Le montant total des dépenses consacrées aux programmes d'ONU-Femmes étant passé de 441,3 millions de dollars en 2022 à 465,3 millions de dollars en 2023, la part des dépenses de l'Entité consacrées aux évaluations représentait donc 2,3 %, ce qui se situe dans la fourchette visée dans la politique d'évaluation.

Indicateur clé de performance n° 2: ressources humaines consacrées au suivi et à l'évaluation

37. En 2023, le Service a poursuivi ses travaux sous la conduite du (de la) Chef de l'évaluation ainsi que du (de la) Directeur(trice) des Services d'évaluation et d'audit indépendants. Les activités d'évaluation ont été mises en œuvre par six membres du personnel chargé de l'évaluation au siège et six spécialistes régionaux de l'évaluation basés dans les bureaux régionaux d'ONU-Femmes, placés sous la direction du (de la) Chef de l'évaluation. Des expertes et experts, des consultantes et consultants et des stagiaires ont également fourni un appui aux activités d'évaluation, selon que de besoin.

38. Au niveau décentralisé, 97 % des bureaux de pays et des bureaux régionaux d'ONU-Femmes disposaient d'au moins un ou une responsable ou coordonnateur(trice) du suivi et de l'évaluation (contre 98 % en 2022) ; les bureaux de l'Iraq (y compris le Yémen) et de la Palestine dans la région des États arabes ayant été les seules exceptions (voir fig. 1). Sur les 66 bureaux de pays et bureaux régionaux, 46 bureaux (soit 70 %) disposaient de responsables du suivi et de l'évaluation, et 18 bureaux (soit 27 %) disposaient de coordonnateurs ou coordonnatrices du suivi et de l'évaluation. Les capacités de suivi et d'évaluation au niveau national ont été renforcées grâce à l'augmentation du nombre de responsables et de coordonnateurs ou coordonnatrices du suivi et de l'évaluation, passé de 37 en 2022, à 46 en 2023.

Figure 1
Responsables et coordonnateurs ou coordonnatrices du suivi et de l'évaluation, par région en 2023

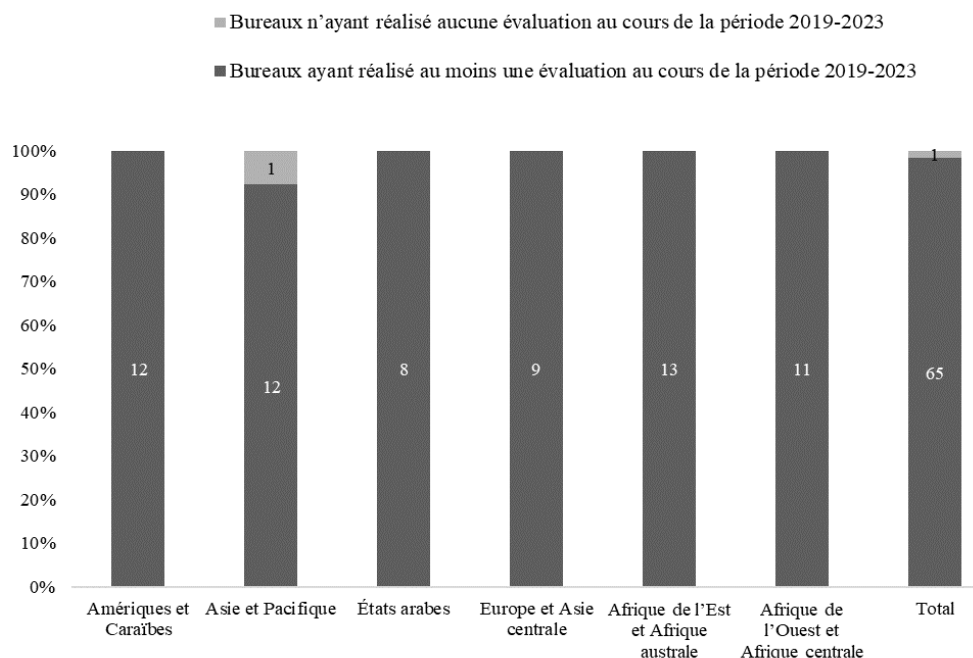


Source : Système mondial de contrôle de l'évaluation.

Indicateur clé de performance n° 3 : couverture des évaluations

39. La politique d'évaluation révisée et les normes de couverture des évaluations exigent que celles-ci portent sur les principaux domaines programmatiques et opérationnels d'ONU-Femmes. Entre 2019 et 2023, 98 % des bureaux régionaux et des bureaux de pays ont réalisé au moins une évaluation (contre 93 % en 2022), au cours de leur cycle de notes stratégiques. Un bureau de pays (Afghanistan) n'a pas achevé ses évaluations dans les délais prescrits (voir fig. 2).

Figure 2
Couverture des évaluations par région et par cycle de notes stratégiques, 2019-2023



Source : Système mondial de contrôle de l'évaluation.

Indicateur clé de performance n° 4 : taux d'exécution des évaluations prévues

40. Le Service indépendant d'évaluation élabore chaque année un plan d'évaluation global en vue de suivre et de contrôler l'état d'avancement des évaluations prévues, sur la base du plan de suivi, de recherche et d'évaluation mis au point par l'administration des unités opérationnelles et du processus de validation réalisé par les spécialistes régionaux de l'évaluation. Il procède également à un examen semestriel de son plan d'évaluation global annuel en étroite consultation avec les bureaux de pays et les bureaux régionaux afin d'apporter les ajustements nécessaires aux activités prévues.

41. Comme le montre la figure 3, sur les 102 évaluations prévues en 2023³, 53 (52 %)⁴ ont été achevées (contre 63 % en 2022). En outre, 32 évaluations (32 %)⁵ ont été lancées et se trouvent à différents stades de mise en œuvre (contre 21 % en 2022). Dix-sept évaluations (17 %) ont été reportées (13 évaluations) ou annulées (4 évaluations). Dans l'ensemble, le nombre total d'évaluations menées par ONU-Femmes a augmenté en 2023 (95 évaluations étaient prévues en 2022), confirmant ainsi la tendance enregistrée depuis 2020. Les évaluations ont été le plus souvent annulées afin de fusionner des évaluations autonomes en évaluations thématiques ou

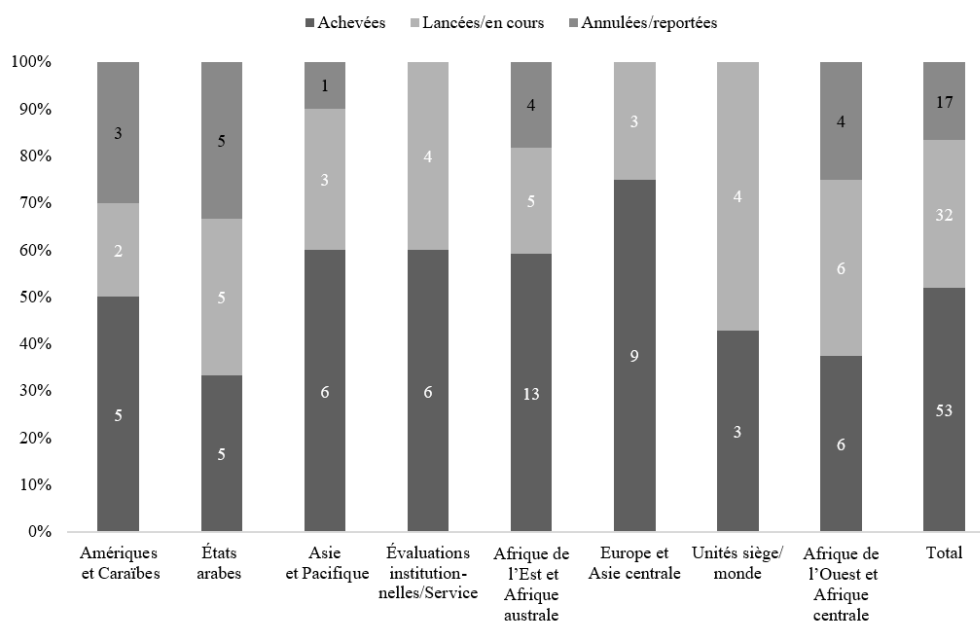
³ Dont 100 évaluations d'ONU-Femmes et deux synthèses d'évaluation prévues pour 2023.

⁴ Dont 51 évaluations soumises au système global d'évaluation et d'analyse des rapports d'évaluation et deux synthèses (métasynthèse des évaluations d'ONU Femmes sur la sensibilisation et les communications et synthèse conjointe à l'échelle du système de l'objectif de développement durable n° 5) qui ne nécessitaient pas d'examen par le système global d'évaluation et d'analyse des rapports d'évaluation.

⁵ Cinq évaluations ont été achevées en janvier 2024 et n'ont pas été incluses dans le décompte final des évaluations achevées en 2023.

stratégiques globales et de déterminer si une évaluation prévue devait être remplacée par un autre type d'évaluation. Certaines ont été reportées en raison de la prorogation du projet ou de facteurs externes, tels que des problèmes de sécurité.

Figure 3
Taux d'exécution des évaluations en 2023

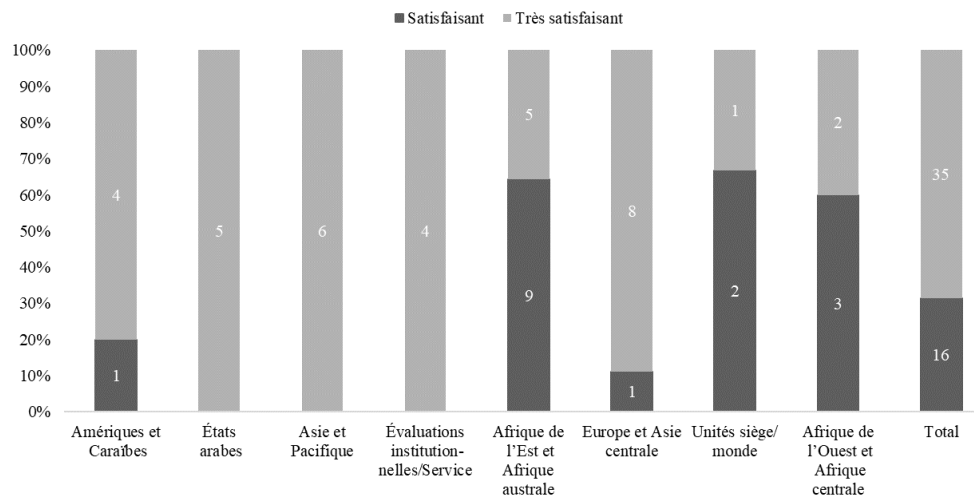


Source : Système mondial de contrôle de l'évaluation.

Indicateur clé de performance n° 5 : qualité des rapports d'évaluation

42. Les 51 évaluations d'ONU-Femmes achevées en 2023 et soumises au système global d'évaluation et d'analyse des rapports d'évaluation ont toutes été jugées au minimum satisfaisantes (contre 86 % en 2022), ce qui traduit une augmentation de la qualité des rapports des évaluations décentralisées (voir fig. 4). Treize évaluations institutionnelles et stratégiques menées par le Service en 2023 ont été jugées très satisfaisantes, et une évaluation a été jugée satisfaisante. Bien que le nombre d'évaluations décentralisées réalisées à la demande des bureaux de pays soit en augmentation, les difficultés liées à la rotation du personnel et à la capacité limitée de gérer des évaluations satisfaisantes persistent. Le Service continuera de fournir un soutien technique et de renforcer les capacités internes en encourageant la conduite d'évaluations stratégiques basées sur les besoins organisationnels et en préconisant la limitation du nombre d'évaluations à petite échelle menées à l'initiative des donateurs, qui ont des conséquences sur les coûts de transaction.

Figure 4
Qualité des rapports d'évaluation en 2023



Source : Système global d'évaluation et d'analyse des rapports d'évaluation.

Indicateur clé de performance n° 6 : évaluations conjointes

43. Le système des Nations Unies utilise des évaluations conjointes en vue de renforcer la cohérence globale à l'échelle du système ainsi que d'orienter la programmation et les initiatives de collaboration. Une évaluation conjointe suppose que plusieurs entités évaluent un sujet commun, un programme conjoint ou un ensemble d'activités financées et mises en œuvre conjointement. Il existe différents degrés de collaboration dans les évaluations conjointes, à savoir la participation au processus d'évaluation, la mise en commun des ressources et l'établissement de rapports conjoints. Ces dernières années, ONU-Femmes a participé activement à des évaluations conjointes. Afin de mieux suivre les progrès réalisés par l'Entité dans ce domaine, un indicateur du Plan stratégique au niveau institutionnel, conforme à l'indicateur sur le contrôle de la qualité et les résultats à l'échelle du système des Nations Unies, a été pris en compte dans le cadre de résultats du Plan stratégique 2022-2025.

44. En 2023, ONU-Femmes a participé à 27 évaluations conjointes, soit 27 % du total des évaluations entreprises tout au long de l'année. Parmi ces évaluations conjointes, 17 ont été dirigées ou codirigées par ONU-Femmes (dont 12 achevées en 2023). En outre, ONU-Femmes a participé à huit évaluations conjointes indépendantes à l'échelle du système et à deux évaluations conjointes, sans toutefois gérer ni diriger directement le processus.

Indicateur clé de performance n° 7 : publication des réponses de l'administration sur le système GATE

45. Fournir une réponse de l'administration pour chaque évaluation constitue une phase cruciale du processus d'évaluation. Du fait qu'elle invite à réfléchir aux recommandations issues des évaluations et qu'elle recense les possibilités d'amélioration, la réponse de l'administration contribue au développement institutionnel. Les bureaux d'ONU-Femmes sont tenus de préparer des réponses de l'administration et de les télécharger dans le système GATE dans les six semaines suivant l'achèvement de tout rapport d'évaluation. L'ensemble des 51 évaluations finalisées en 2023 avaient reçu une réponse de l'administration au moment de la

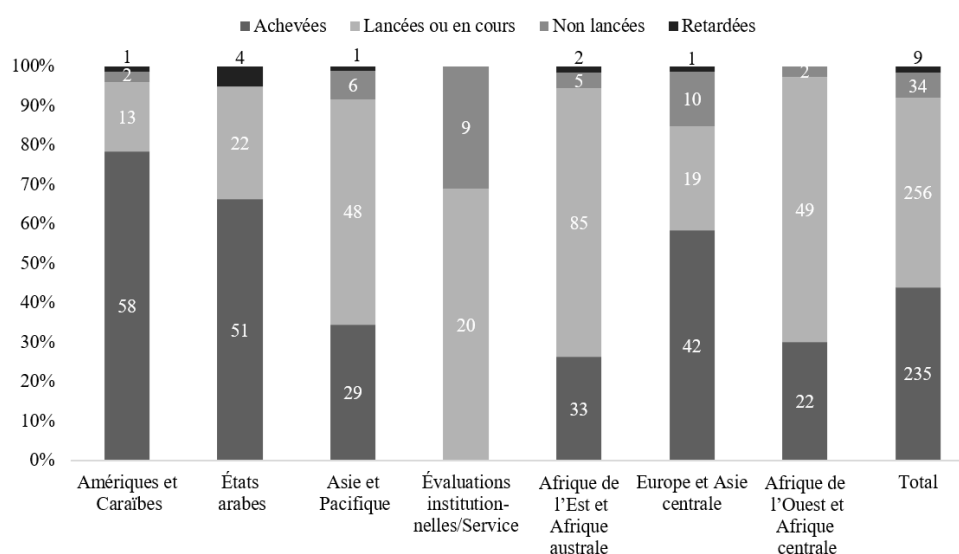
rédaction du présent rapport. Le Service a relevé certaines difficultés concernant la capacité de l'administration à élaborer et à approuver en temps utile certaines de ses réponses dans le système GATE. Bien que cette responsabilité incombe à l'administration, le Service continuera d'aider l'administration à élaborer des réponses dans les délais et à les télécharger dans le système GATE.

Indicateur clé de performance n° 8 : taux de mise en œuvre des réponses de l'administration

46. À la suite des 42 évaluations réalisées par ONU-Femmes en 2022, l'administration s'est engagée à mettre en œuvre un total de 534 actions clés⁶, parmi lesquelles, en janvier 2024, 235 (44 %) étaient achevées, 256 (48 %) étaient en cours d'exécution, 34 (6 %) n'avaient pas été lancées et 9 (2 %) étaient retardées (voir fig. 5). Le taux de mise en œuvre a légèrement augmenté par rapport aux années précédentes (91 % en 2022), ce qui montre l'accent mis par l'Entité sur la mise en œuvre des recommandations. Une analyse plus approfondie a révélé que les régions de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale, des Amériques et des Caraïbes ainsi que des États arabes présentaient les taux d'exécution les plus élevés, ayant achevé ou lancé tous les engagements clés au moment de l'établissement du présent rapport.

Figure 5

Taux d'exécution des réponses de l'administration, janvier 2024



Source : Système mondial de contrôle de l'évaluation.

Indicateur clé de performance n° 9 : prise en compte des évaluations dans l'élaboration des programmes

47. Sur la base des données figurant dans les rapports annuels recueillies par les bureaux de pays d'ONU-Femmes, 89 % des bureaux de pays et des bureaux régionaux ont utilisé les données probantes et les enseignements tirés des évaluations récentes afin d'étayer l'élaboration de leurs programmes et interventions. Les évaluations ont notamment joué un rôle essentiel dans les processus de planification stratégique au niveau des pays, y compris dans l'élaboration des notes stratégiques (par exemple en

⁶ Cela ne comprend pas les 10 actions clés marquées comme « sans objet ».

Argentine et en Jordanie). Les enseignements tirés des évaluations ont également contribué à renforcer l'approche de programmation d'ONU-Femmes et à recenser les possibilités qui s'offraient à certains bureaux de pays et à certaines populations d'intérêt (par exemple, au Bangladesh, en Équateur, au Kenya, au Liban, au Mozambique et au Soudan), ainsi qu'à garantir l'efficacité de l'élaboration et des négociations des futures phases de programmation (par exemple en Albanie, en Colombie et au Kazakhstan). Il a été signalé que les évaluations avaient favorisé la mobilisation des ressources dans certains pays (par exemple, au Cameroun, au Malawi, au Pakistan et en Tunisie) et renforcé les politiques, les systèmes de suivi et d'évaluation et les procédures opérationnelles d'ONU-Femmes dans les pays et les régions (par exemple, au Bureau régional des Amériques et des Caraïbes, au Népal et au Sénégal).

V. Collaboration à l'appui d'une évaluation tenant compte des questions de genre

Renforcement de l'évaluation tenant compte des questions de genre au sein du système des Nations Unies

48. Le Service a continué d'apporter son soutien à divers groupes de travail du Groupe des Nations Unies pour l'évaluation (GNUE) en 2023. En tant que coorganisateur du groupe de travail sur l'égalité des genres, le handicap et les droits humains, le Service a dirigé la mise en œuvre du plan de travail annuel du groupe. En 2023, le groupe a entrepris de nouvelles révisions et achevé un examen externe par des pairs de la version révisée des directives du GNUE sur l'intégration des droits humains et de l'égalité des genres dans les évaluations (à paraître). Le groupe de travail a également organisé deux séminaires en ligne sur la mise en œuvre et l'établissement de rapports sur l'indicateur d'évaluation de l'inclusion du handicap des Nations Unies. ONU-Femmes a activement contribué aux groupes d'évaluation de l'action humanitaire et de la consolidation de la paix. En 2023, le groupe d'évaluation de l'action humanitaire a fini d'élaborer le guide relatif à l'intégration des principes humanitaires dans l'évaluation de l'action humanitaire, approuvé par le GNUE en janvier 2024. Parallèlement, le groupe d'évaluation de la consolidation de la paix a élaboré un projet de lignes directrices sur les évaluations de la consolidation de la paix dans l'ensemble du système des Nations Unies afin d'aider les responsables des évaluations et les évaluateurs et évaluatrices à harmoniser les approches méthodologiques et les meilleures pratiques.

Indicateur de performance relatif à l'évaluation du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'avancement des femmes

49. Comme les années précédentes, en 2023, le Service a assuré le secrétariat de l'indicateur de performance relatif à l'évaluation du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'avancement des femmes. À ce titre, le Service a examiné les soumissions annuelles et apporté son soutien aux entités déclarantes concernant l'indicateur de performance. Il a également préparé le rapport 2023 du GNUE sur l'indicateur de performance, qui présente les tendances générales et les bonnes pratiques en matière de prise en compte des questions de genre dans les évaluations. Les tendances générales en matière d'établissement de rapports sur l'indicateur de performance en 2023 ont été similaires à celles de l'année précédente, avec une majorité d'entités déclarantes dépassant les exigences. Par rapport à 2022, le nombre d'entités qui satisfaisaient ou dépassaient les exigences est resté inchangé, tandis que le nombre d'entités qui s'approchaient des exigences (par opposition à celles marquées comme « sans objet ») a augmenté. Le Service a

également fait réaliser une évaluation externe des évaluations d'ONU-Femmes pour le cycle d'établissement des rapports de 2024 du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'avancement des femmes. L'évaluation a été menée entre janvier 2023 et janvier 2024 et a porté sur les 51 évaluations effectuées par ONU-Femmes en 2023. Sur la base de cette évaluation, il a été considéré que les évaluations de l'Entité continuaient de dépasser les exigences en matière de prise en compte de l'égalité des genres et d'autonomisation des femmes.

Partenariats au service du renforcement des capacités d'évaluation nationales

50. Tout au long de l'année 2023, ONU-Femmes a activement contribué à EvalGender+ en apportant son soutien à l'élaboration de la résolution de l'ONU sur le renforcement des examens nationaux volontaires grâce à une évaluation dirigée par les pays, qui a été adoptée le 26 avril 2023. Sous les auspices d'EvalGender+ et en collaboration avec l'Institute of Social Studies Trust en Inde, ONU-Femmes a encouragé l'adoption d'approches novatrices porteuses de transformation en matière de genre dans le cadre des évaluations provenant des pays du sud, par l'intermédiaire de la formation en ligne intitulée « Facilitating Gender Transformative Evaluation » (Faciliter les évaluations porteuses de transformation en matière de genre).

51. ONU-Femmes et l'Initiative mondiale pour l'évaluation ont progressé dans la mise en œuvre de leur partenariat stratégique visant à renforcer les capacités d'évaluation nationales tenant compte des questions de genre grâce au partage des connaissances et à la fourniture d'une assistance technique. Dans le cadre de ce partenariat, et dans le prolongement des travaux d'ONU-Femmes sur l'évaluation de la prise en compte des questions de genre dans les systèmes d'évaluation nationaux de différentes régions, il a été proposé de réaliser un exercice de cartographie à l'échelle mondiale sur le sujet dans le cadre d'un nouveau projet dirigé par le Service sur l'innovation féministe dans le domaine de suivi et de l'évaluation. Associé à d'autres travaux conjoints, cet exercice contribuera à renforcer l'application systématique, par la communauté mondiale du suivi et de l'évaluation, de pratiques porteuses de transformation en matière de genre dans les divers pays, régions et secteurs.

52. En 2023, ONU-Femmes a fourni un ensemble complet d'outils et de produits et un appui technique en vue de renforcer la prise en compte des questions de genre dans les systèmes d'évaluation nationaux en collaboration avec des partenaires régionaux dans la région des Amériques et des Caraïbes. La publication d'une cartographie régionale a été complétée par l'élaboration d'un outil d'analyse des questions de genre élaboré avec les partenaires de l'initiative relative à l'indice de capacité d'évaluation nationale, notamment le Programme alimentaire mondial et l'Institut allemand d'évaluation du développement. ONU-Femmes a apporté un soutien technique en vue de l'utilisation de cet outil au cours de la phase pilote du projet en Équateur et a facilité l'organisation d'ateliers dans le cadre de l'initiative relative à l'indice de capacité d'évaluation nationale afin d'examiner les résultats de l'indice avec les parties prenantes des évaluations nationales.

VI. Programme de travail du Service pour 2024

53. Conformément à la stratégie d'évaluation globale d'ONU-Femmes et au plan d'évaluation institutionnel pour 2022-2025, le Service poursuivra ses travaux dans les cinq principaux domaines de résultats suivants, tout en tenant compte des nouvelles priorités de l'organisation et de l'évolution du contexte.

Évaluations stratégiques et activités menées au niveau institutionnel

54. Le Service réalisera deux évaluations institutionnelles qui seront présentées au Conseil d'administration à ses sessions de 2024-2025 : i) une évaluation institutionnelle du soutien fourni par ONU-Femmes en vue de renforcer la participation des femmes à la vie politique, comprenant des enseignements tirés de l'expérience ; et ii) une évaluation institutionnelle de l'appui fourni par ONU-Femmes en vue de renforcer la participation des femmes aux processus de paix. Le Service finalisera également deux évaluations formatives : i) une évaluation institutionnelle sur le changement des normes sociales consistant en une évaluation féministe du développement à l'échelle mondiale ; et ii) une évaluation institutionnelle sur le financement de la promotion de l'égalité des genres. Le Service achèvera la deuxième phase de la synthèse conjointe à l'échelle du système de l'objectif de développement durable n° 5, menée en collaboration avec le PNUD, le FNUAP, l'UNICEF et le PAM et mettant l'accent sur les évaluations interinstitutionnelles concernant l'objectif 5. Il entamera par ailleurs trois exercices d'évaluation, qui devraient être achevés en 2025, à savoir : i) une évaluation institutionnelle sur le soutien fourni par ONU-Femmes en vue de l'élimination des violences faites aux femmes ; ii) une synthèse de la performance d'ONU-Femmes par rapport au plan stratégique ; iii) une étude d'évaluabilité des accélérateurs de l'égalité des genres. Le Service lancera également l'évaluation externe prévue de la politique d'évaluation d'ONU-Femmes.

Évaluations stratégiques et assistance technique au niveau décentralisé

55. En 2024, les spécialistes de l'évaluation régionale du Service achèveront ou entameront environ 20 évaluations régionales stratégiques et évaluations de portefeuilles de pays. Le Service continuera d'alimenter le système mondial de contrôle de l'évaluation et d'enregistrer les indicateurs clés de performance relatifs aux évaluations, organisera l'évaluation externe de la qualité des rapports d'évaluation décentralisés, renforcera les capacités du personnel et instaurera une culture de l'évaluation au moyen de la formation et de l'encadrement. Le Service apportera un soutien technique à environ 80 évaluations de programmes et de projets et évaluations conjointes prévues qui seront menées et prises en charge par les bureaux de pays, les bureaux régionaux et le siège.

Partenariats avec le système des Nations Unies et les parties prenantes nationales pour promouvoir les évaluations tenant compte des questions de genre

56. Le Service participera activement aux évaluations menées à l'échelle du système des Nations Unies afin de veiller à ce qu'elles prennent en compte les questions de genre, ainsi qu'aux nombreuses activités d'évaluation menées conjointement. Le Service contribuera à deux évaluations de l'action humanitaire interinstitutionnelle en Türkiye, en Syrie et en Somalie. Il coprésidera les synthèses du pilier consacré aux populations de la Coalition mondiale pour la synthèse des objectifs de développement durable et continuera de participer, à titre consultatif, à l'évaluation de l'Initiative Spotlight à l'échelle du système.

57. Le Service participera à sept groupes de travail du GNUE et continuera de jouer un rôle de premier plan en coprésidant le groupe de travail du GNUE sur l'égalité des genres, le handicap et les droits humains. Il dirigera l'élaboration du rapport sur l'indicateur de performance relatif à l'évaluation du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'avancement des femmes et assurera la fonction de bureau chargé des questions de genre pour le compte du GNUE.

58. Le Service prendra part au renforcement des capacités en matière d'évaluation tenant compte des questions de genre au niveau national dans le cadre d'EvalGender+

et de l'Initiative mondiale pour l'évaluation. Sur demande, le Service apportera un soutien technique ciblé aux évaluations des stratégies et plans d'action en matière d'égalité des genres menées par les pays.

Renforcement de la communication et de la prise en compte des évaluations

59. Le Service continuera de fournir des données probantes à l'appui de l'exécution du Plan stratégique 2022-2025 en tirant parti de sa participation aux réunions de l'équipe de direction, au Comité d'examen des activités et à d'autres réunions stratégiques. Les supports de communication, les webinaires sur les résultats des évaluations et les réseaux sociaux resteront d'importants moyens de diffusion des résultats et des recommandations issus des évaluations auprès d'ONU-Femmes et d'un public plus large. Afin d'améliorer encore l'utilité des évaluations stratégiques et décentralisées qu'il mène, le Service contrôlera le degré d'utilisation de l'évaluation dans les principaux documents de planification stratégique et processus organisationnels. Le Service établira des partenariats d'apprentissage avec la Division des politiques, des programmes et des relations intergouvernementales et la Division de la stratégie, de la planification, des ressources et de l'efficacité, et contribuera à la gestion globale des connaissances d'ONU-Femmes en partageant et en apportant des conclusions et des éléments de preuve dans le cadre des évaluations.

Budget alloué au programme de travail du Service pour 2024

60. Comme les années précédentes, le montant du budget du Service pour 2024 s'élève à 3 431 000 dollars. Il comprend un budget institutionnel (2 281 000 dollars) et des ressources de base (1 150 000 dollars).

Annexe

Évaluations d'ONU-Femmes réalisées en 2023

	<i>Région</i>	<i>Pays</i>	<i>Type</i>	<i>Titre</i>	<i>Qualité</i>
1	États arabes	Jordanie	Évaluation de portefeuille de pays	Évaluation de portefeuille de pays sous la direction du Service indépendant d'évaluation : ONU-Femmes Jordanie – Note stratégique 2018-2022	Très satisfaisant
2	États arabes	Plusieurs pays	Programme	Évaluation finale du programme régional d'ONU-Femmes pour les femmes et la paix et la sécurité dans les États arabes, phase II (2019-2022)	Très satisfaisant
3	États arabes	Maroc	Projet	Évaluation du partenariat entre le Ministère de l'intérieur, la Direction générale des collectivités locales et ONU-Femmes	Satisfaisant
4	États arabes	Liban	Projet	Évaluation des initiatives d'ONU-Femmes sur les moyens de subsistance au Liban pour la période 2021-2022 (évaluation sur l'autonomisation économique des femmes)	Très satisfaisant
5	États arabes	Égypte, Jordanie, Palestine	Évaluation conjointe	Évaluation régionale du Service sur l'emploi productif et le travail décent des femmes en Égypte, en Jordanie et en Palestine : programme conjoint d'ONU-Femmes et de l'OIT (évaluation à mi-parcours)	Très satisfaisant
6	Afrique de l'Est et Afrique australe	Éthiopie	Projet	Rapport d'évaluation du programme de prévention de la violence à l'égard des femmes et des filles et de fourniture de services essentiels aux victimes en Éthiopie	Satisfaisant
7	Asie et Pacifique	Indonésie	Évaluation de portefeuille de pays	Évaluation du portefeuille de pays de l'Indonésie sous la direction du Service	Très satisfaisant
8	Asie et Pacifique	Plusieurs pays	Évaluation conjointe	Évaluation finale du projet d'amélioration de l'accès des femmes à la justice en Asie et dans le Pacifique visant à combler le fossé entre le système formel et le système communautaire grâce à l'autonomisation des femmes	Très satisfaisant
9	Asie et Pacifique	Plusieurs pays	Évaluation conjointe	Évaluation finale du programme « Safe and Fair » (Sécurité et équité) relatif à la concrétisation des droits	Très satisfaisant

<i>Région</i>	<i>Pays</i>	<i>Type</i>	<i>Titre</i>	<i>Qualité</i>	
			et des possibilités des travailleuses migrantes dans la région de l'ASEAN		
10	Asie et Pacifique	Sri Lanka	Projet	Mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité à Sri Lanka (Initiative de partenariats du Groupe des Sept (G7) sur les femmes et la paix et la sécurité)	Très satisfaisant
11	Asie et Pacifique	Bangladesh	Évaluation régionale/thématique	Évaluation thématique de l'action humanitaire d'ONU-Femmes à Cox's Bazar	Très satisfaisant
12	Asie et Pacifique	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Projet	Projet « Women Make the Change » (Les femmes créent le changement), Papouasie-Nouvelle-Guinée	Très satisfaisant
13	Évaluation institutionnelle (siège)	Monde entier	Évaluation institutionnelle	Évaluation institutionnelle de l'appui fourni par ONU-Femmes à l'autonomisation économique des femmes par la promotion de lois, de cadres, de politiques et de partenariats tenant compte des questions de genre	Très satisfaisant
14	Évaluation institutionnelle (siège)	Monde entier	Évaluation institutionnelle	Évaluation institutionnelle de l'appui fourni par ONU-Femmes en matière de statistiques relatives au genre (2018-2022)	Très satisfaisant
15	Évaluation institutionnelle (siège)	Monde entier	Évaluation institutionnelle	Évaluation formative institutionnelle du travail d'ONU-Femmes dans le domaine des changements climatiques	Très satisfaisant
16	Afrique de l'Est et Afrique australe	Soudan	Évaluation de portefeuille de pays	Évaluation de portefeuille de pays sous la direction du Service indépendant d'évaluation : ONU-Femmes Soudan (2018-2023)	Très satisfaisant
17	Afrique de l'Est et Afrique australe	Ouganda	Projet	Évaluation finale du projet relatif à l'accès des femmes et des filles à la justice par la mise en place d'institutions efficaces, responsables et tenant compte des questions de genre (projet A2J)	Très satisfaisant
18	Afrique de l'Est et Afrique australe	Ouganda, Somalie	Programme	Évaluation de fin de programme de l'initiative Leadership, autonomisation, accès et protection des femmes (LEAP II) relative à la prévention des infections à la COVID-19 chez les femmes et les filles déplacées dans les camps de réfugiés et de déplacés dans la région	Satisfaisant

	<i>Région</i>	<i>Pays</i>	<i>Type</i>	<i>Titre</i>	<i>Qualité</i>
				de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe	
19	Afrique de l'Est et Afrique australe	Somalie	Programme	Évaluation de fin de programme de l'initiative Leadership, autonomisation, accès et protection des femmes (LEAP 2)	Très satisfaisant
20	Afrique de l'Est et Afrique australe	Soudan du Sud	Projet	Évaluation finale de l'initiative relative à la participation des femmes au processus de transition au Soudan du Sud	Satisfaisant
21	Afrique de l'Est et Afrique australe	Soudan du Sud	Projet	Évaluation finale du projet relatif à la prise en compte des questions de genre dans la réforme du secteur de la sécurité	Satisfaisant
22	Afrique de l'Est et Afrique australe	Rwanda, Sénégal, Afrique du Sud	Programme	Évaluation des approches transformatrices visant à reconnaître, réduire et redistribuer la charge de travail des soins non rémunéré dans les programmes d'autonomisation économique des femmes	Satisfaisant
23	Afrique de l'Est et Afrique australe	Zimbabwe	Évaluation conjointe	Évaluation finale du projet relatif à l'autonomisation des femmes grâce à des marchés et à des systèmes alimentaires sûrs, résilients et tenant compte des questions de genre en réponse à la COVID-19 au Zimbabwe	Très satisfaisant
24	Afrique de l'Est et Afrique australe	Ouganda	Projet	Évaluation finale du projet relatif à la prévention des infections par la COVID-19 chez les femmes et les filles déplacées dans les camps de réfugiés et de déplacés dans le cadre du programme LEAP II en Ouganda	Satisfaisant
25	Afrique de l'Est et Afrique australe	Mozambique	Projet	Évaluation finale du projet relatif aux femmes et à la paix et à la sécurité	Satisfaisant
26	Afrique de l'Est et Afrique australe	Soudan du Sud	Projet	Promotion du programme pour les femmes et la paix et la sécurité par l'intermédiaire de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud (projet financé par les Pays-Bas)	Satisfaisant
27	Afrique de l'Est et Afrique australe	République-Unie de Tanzanie	Projet	Rapport d'évaluation du projet Wanawake Wanaweza en Tanzanie	Très satisfaisant
28	Europe et Asie centrale	Plusieurs pays	Évaluation conjointe	Programme de l'Union européenne pour l'égalité des genres (EU 4 Gender Equality) relatif à la lutte	Satisfaisant

<i>Région</i>	<i>Pays</i>	<i>Type</i>	<i>Titre</i>	<i>Qualité</i>	
			contre les stéréotypes liés au genre et la violence fondée sur le genre (mis en œuvre en Arménie, en Azerbaïdjan, au Belarus, en Géorgie, en Moldavie et en Ukraine)		
29	Europe et Asie centrale	Serbie	Projet	Rapport d'évaluation finale du projet relatif à la protection des femmes et des filles en Serbie	Très satisfaisant
30	Europe et Asie centrale	Plusieurs pays	Programme	Évaluation du programme régional d'élimination des violences faites aux femmes	Très satisfaisant
31	Europe et Asie centrale	Bosnie-Herzégovine	Projet	Évaluation finale du mécanisme de l'Union européenne pour l'égalité des genres en Bosnie-Herzégovine	Très satisfaisant
32	Europe et Asie centrale	Macédoine du Nord	Projet	Évaluation finale du projet relatif à la fourniture de conseils sur la prise en compte des questions de genre à l'administration centrale de la Macédoine du Nord dans le cadre du mécanisme pour l'égalité des genres	Très satisfaisant
33	Europe et Asie centrale	Géorgie	Projet	Évaluation finale du projet visant à mettre fin à la violence contre les femmes et les filles en Géorgie (2020-2023)	Très satisfaisant
34	Europe et Asie centrale	Moldova	Évaluation conjointe	Évaluation finale du projet relatif au renforcement de l'action en faveur de l'égalité des genres dans les districts de Cahul et d'Ungheni	Très satisfaisant
35	Europe et Asie centrale	Plusieurs pays	Évaluation régionale/thématique	Évaluation régionale du Service sur le soutien fourni par ONU-Femmes au renforcement des capacités des partenaires pour répondre aux besoins des femmes et des filles en Europe et en Asie centrale	Très satisfaisant
36	Europe et Asie centrale	Kazakhstan	Évaluation conjointe	Projet cadre relatif à la fourniture d'une assistance au renforcement des capacités nationales, à la coordination et à la création de mesures interministérielles efficaces pour mettre en œuvre des politiques relatives à la famille et aux questions de genre, élargir la contribution des femmes à la production nationale et à la croissance afin de mettre en œuvre efficacement les objectifs de développement durable n ^{os} 1, 5, 8 et 10 et introduire une approche multisectorielle pour lutter contre la	Très satisfaisant

<i>Région</i>	<i>Pays</i>	<i>Type</i>	<i>Titre</i>	<i>Qualité</i>	
			violence domestique dans la République du Kazakhstan		
37	Monde entier	Plusieurs pays	Évaluation conjointe	Évaluation de l'allocation sur deux ans du Fonds central pour les interventions d'urgence du FNUAP et d'ONU-Femmes pour la lutte contre la violence fondée sur le genre	Satisfaisant
38	Monde entier	Plusieurs pays	Évaluation conjointe	Évaluation finale du programme conjoint d'ONU-Femmes et de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) sur les données relatives à la violence à l'égard des femmes	Satisfaisant
39	Amériques et Caraïbes	Équateur	Évaluation de portefeuille de pays	Évaluation de portefeuille de pays sous la direction du Service	Très satisfaisant
40	Amériques et Caraïbes	Colombie	Projet	Évaluation externe de la contribution de la Suède à la note stratégique d'ONU-Femmes en Colombie	Satisfaisant
41	Évaluation institutionnelle (siège)	Plusieurs pays	Évaluation institutionnelle /régionale	Évaluation de la mobilisation de la société civile dans la région des Amériques et des Caraïbes	Très satisfaisant
42	Amériques et Caraïbes	Plusieurs pays	Évaluation de portefeuille de pays	Évaluation du Service sur le bureau multipays d'ONU-Femmes dans les Caraïbes (2011-2019)	Très satisfaisant
43	Amériques et Caraïbes	Haïti	Projet	Évaluation externe finale du projet relatif à l'autonomisation économique des femmes dans l'agriculture (FADEKA)	Très satisfaisant
44	Amériques et Caraïbes	Haïti	Projet	Rapport d'évaluation finale du projet « Amélioration des conditions de détention des détenues des prisons de Cabaret, Les Cayes et Cap-Haïtien à travers la mise en œuvre de la Directive Genre de la Direction de l'administration pénitentiaire »	Très satisfaisant
45	Monde entier	Plusieurs pays	Programme	Évaluation finale du programme relatif à l'autonomisation des femmes concernant les droits en matière de santé sexuelle et reproductive et de santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent dans les situations humanitaires dans la région de la Corne de l'Afrique	Très satisfaisant

	<i>Région</i>	<i>Pays</i>	<i>Type</i>	<i>Titre</i>	<i>Qualité</i>
46	Afrique de l'Ouest et Afrique centrale	République démocratique du Congo	Évaluation de portefeuille de pays	Évaluation menée sous la direction du Service du portefeuille de pays 2018-2021 de la République Démocratique du Congo	Satisfaisant
47	Afrique de l'Ouest et Afrique centrale	Plusieurs pays	Évaluation régionale/thématique	Évaluation menée sous la direction du Service de la contribution d'ONU-Femmes à l'autonomisation économique des femmes en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale	Très satisfaisant
48	Afrique de l'Ouest et Afrique centrale	Niger	Projet	Évaluation finale du projet visant à rendre les migrations sûres pour les femmes	Satisfaisant
49	Afrique de l'Ouest et Afrique centrale	Mali	Projet	Évaluation finale du programme d'appui à la mise en œuvre du Plan d'action national 1325	Très satisfaisant
50	Afrique de l'Est et Afrique australe	Rwanda	Évaluation conjointe	Examen à mi-parcours du programme conjoint sur le genre visant à exploiter pleinement le potentiel de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes pour réaliser la transformation du Rwanda	Satisfaisant
51	Afrique de l'Ouest et Afrique centrale	Mali	Projet	Évaluation finale du projet relatif à l'accès des femmes aux moyens de production pour une agriculture résiliente aux changements climatiques	Satisfaisant